



AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°03/AONO/ARMP/CIPM/2025 DU 16 JUILLET 2025 POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DES PLAQUES SOLAIRES A L'AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

1- OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans sa quête perpétuelle de la performance, l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) est confrontée à des difficultés d'ordre techniques imposées par son environnement, notamment son manque d'accès à l'énergie électrique, l'empêchant souvent la production sereine des résultats les plus optimaux. Dans ce contexte, l'Agence de Régulation des Marchés Publics se doit de se doter d'une source d'énergie secondaire.

A cet effet, le Directeur Général lance pour le compte de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP), un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition et l'installation des plaques solaires.

2- CONSISTANCE DE LA FOURNITURE

La prestation, objet du présent appel d'offres, consiste en la fourniture et l'installation, à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, d'un système solaire constitué ainsi qu'il suit :

- Panneaux solaires de 25KWc ;
- système de mise à la terre ;
- Armoire de convertisseurs solaire hybride et armoire de contrôle d'énergie 50KVA
- Baie de stockage des batteries au lithium
- Les câbles électriques et appareillages de connexion
- Les accessoires de câbles
- Formation des utilisateurs

3- BRANCHES /ALLOTISSEMENT

Le présent appel d'offres comporte un lot unique.

4- COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet est de cent millions (100 000 000) Francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

5- DELAIS D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai d'exécution est de six (06) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service prescrit. Le démarrage des prestations de livraison est l'immeuble siège de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

6- PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent dossier d'appel d'offres est ouverte, à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais installées en République du Cameroun, en régie avec l'administration fiscale et non exclues de la commande publique.

7- FINANCEMENT

La prestation, objet du présent Dossier d'Appel d'Offres, est financée par le Budget de l'Agence de Régulation des Marchés Publics au titre de l'exercice 2025. Imputation : 000.11.02.05.021541 / 244 190.

8- MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est le mode en ligne.

9- CAUTION DE SOUMISSION

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission d'un montant de deux millions (2 000 000) Francs CFA.

Cette caution devra être valable trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres et être établie par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés Publics, dont la liste figure en pièce N°11 du présent DAO.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Sous peine de rejet, la caution de soumission doit être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire n°000019/C/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.

10- CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Service des Marchés), sis au 4ème étage de l'immeuble siège de l'Agence (porte 6039). Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu, dès publication du présent avis par voie de presse écrite ou par voie d'affichage, dans les locaux de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) Francs CFA payable dans le compte C/C-B-ARMP N°33598860001/94 ouvert à la BICEC et représentant les frais d'achat du dossier.

12- RÉDACTION DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 15/07/2025 à 12 heures locales. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD-R/DV devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

N.B : les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constitués l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels
- JPEG pour les images

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux limites sus-indiquées.

13- RECEVABILITE DES PLIS

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Sont irrecevables pour la validité d'ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission, délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés Publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite n'étant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fera le mardi 10 septembre 2025 à **13 heures (Heure Locale)**, par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics, sous la présidence de la Direction de Régulation des Marchés Publics, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et munis du justificatif de leur mandat.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.

En cas d'absence ou de non-conformité à une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarant-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.

15- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

15.1 - Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Non-production au-delà du délai de validité des offres des pas d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis;
- Fausses déclarations, manœuvres trompeuses ou falsification des pièces;
- Absence de caution de soumission timbrée au tampon en vigueur et accompagnée du reçu de consignation de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Absence de déclaration sur l'honneur de non-participation à un Marché public durant les trois dernières années
- Absence de prospectus et notes de calculs des coûts de l'équipement proposé en précisant la marque ;
- Non-respect d'au moins 7 critères essentiels sur 10 ;
- Omision d'un prix unitaire quantifié dans le bordereau des prix unitaires;
- Absence du sous-détail des prix unitaires ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de l'autorisation du fabricant ;
- Non-respect des qualifications des intervenants de l'exécution des travaux (à savoir un Ingénieur de conception du Génie électrique, électrotechnique ou énergies renouvelables, Inscrit dans son Ordre professionnel, avec cinq (05) ans d'expérience minimum dans les travaux des installations électriques et cinq commissions similaires) ;
- Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée;
- Absence d'un programme de formation conformément au Cahier des Spécification Techniques ;
- Non-respect d'une spécification technique sur la qualité des équipements proposés.

15.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire et suivant les critères essentiels énoncés dans la grille d'évaluation. Ces critères essentiels portent sur les éléments ci-après :

- Présentation de l'offre
- Capacité d'affaires moyen et maximum de l'entreprise et chiffre d'affaires à 100 000 000 FCFA TTC (joindre justificatifs, selon le plan de comptabilité national dit unique et liscare,
- Statuts généraux de l'entreprise
- Qualification et l'expérience des personnels ;
- Méthodologie, planning et détail de livraison
- Service Après-Vente
- Coûts ;
- Capacité financière ≥ à soixante-quinze millions (75.000.000) F CFA ;
- Capacité d'acceptation des conditions du marché ;

Les offres ayant obtenu à l'issue de l'évaluation technique une note de 7/9 de oui des critères essentiels sont retenues pour la suite du processus.

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant l'offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est la plus-disante.

17- DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date de dépôt desdites offres.

18- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro (+237) 696 276 735.

19- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'Agence de Régulation des Marchés Publics (Service des Marchés), sis au 4ème étage de l'Immeuble siège de l'Agence (porte 6039), dès publication du présent avis.

Yaoundé, le 11 JUL 2025

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DE
REGULATION DES MARCHES PUBLICS

AMPLIATIONS :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP
- Président CPM /ARMP
- Affichage chrono



PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY
AGENCE DE RÉGULATION DES MARCHES PUBLICS

**NATIONAL OPEN INVITATION TO TENDER NO. 03/AONO/ARMP/CIPM/2025 OF
10 JULY 2025 FOR THE ACQUISITION AND INSTALLATION OF SOLAR
PANELS AT THE PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY**

1- SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

In its pursuit of enhanced performance, the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP) encounters technical challenges, notably frequent power outages, which hinders its ability to achieve optimal results. To address this issue effectively, the Agency recognizes the need to explore installing a secondary energy source. Consequently, the Director General hereby launches an Open National invitation to Tender for the acquisition and installation of solar panels.

2- DESCRIPTION OF THE SUPPLY

The service under this invitation to tender involves the supply and installation of the necessary solar equipment at the Public Contracts Regulatory Agency, as follows:

- 25KW solar panels;
- ground system;
- Hybrid inverter converter cabinet and 50 kWh energy control cabinet;
- Lithium battery storage bay;
- Electrical safety and protective equipment;
- Cables.

3- CONTENT

This invitation to tender comprises a single lot.

4- MAXIMUM COST

The estimated cost of the project is one hundred million (100,000,000) CFA francs, inclusive of all taxes.

5- DELIVERY DEADLINE AND PLACE OF DELIVERY

The delivery deadline is six (6) months from the notification of the administrative order to start the service. The place of delivery is the head office building of the Public Contracts Regulatory Agency.

6- ELIGIBILITY AND ORIGIN

Participation in this invitation to tender is open, on equal terms, to companies incorporated under Cameroonian law, established in the Republic of Cameroon, in good standing with the tax authorities, and not excluded from public contracts.

7- BIDDING

The service under this invitation to tender is financed by the budget of the Public Contracts Regulatory Agency for the 2025 financial year, under budget number 000.11.02.05.021541 / 244 190.

8- MISSION METHOD

The submission means chosen for this consultation is online

9- BOND

Bids shall include in their offer a bid bond of two million (2,000,000) CFA Francs.

This bond must be valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the tenders and must be issued by a bank or a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of Public Contracts, the list of which is shown in item of this tender file.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be deemed to be absent. A bid presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible. Under penalty of rejection, the bid bond must comply with the provisions of Circular-Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2014 relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, return and destruction of bonds in public contracts.

1- LOCATION OF THE TENDER FILE

The tender file may be obtained at the Public Contracts Regulatory Agency (Contracts Service), local address: 10th floor of the Agency building, 100 rue du 11^{ème} arrondissement (CDS), it may also be consulted online on the ARMP website at <http://www.marchepublice.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm).

1- LOCATION OF THE TENDER FILE

The tender File may be obtained as soon as this notice is published in the written press or posted on the premises of the Public Contracts Regulatory Agency, on presentation of a receipt showing the payment of a non-refundable sum of one hundred thousand (100,000) CFA francs payable into the CAS-ARMP account No. 8860001/94 opened at BICD/C and representing the cost of purchasing the file.

1- LOCATION OF BIDS

Bids must be written in French or English and be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **August 29, 2024** at 11:00 AM (local time) of the tender recorded on a USB drive or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope (containing a copy of the bid and a backup copy). In addition to the words below, by the bidder:

The maximum size of the documents transmitted through the platform and constituting the Bidder's Offer shall be as follows:

- for the administrative file
- for the technical offer
- for the financial offer
- the formats are:
 - PDF format for text documents
 - JPEG for images.

envelopes must compress flat to meet the requirements.

15. RESPONSIBILITY OF BIDS

The administrative documents, technical offer, and financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall reject bids with the following characteristics:

- Envelopes bearing information on the identity of bidders;
- Offers which are submitted after the due date and time;
- Envelopes lack the identity of the invitation to tender;
- Bids that do not comply with the specified procedure.

Any bid that does not comply with the prescriptions of the Tender File shall be declared invalid. This includes bids not containing a bid bond issued by a body or first-class financial institution approved by the Ministry of Energy or Finance to issue bid bonds in the field of public works. The failure to comply with the copies of the model documents in the Tender File shall result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with the bidder concerned shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible.

16. OPENING OF BIDS

The bids will be opened in one session and the opening held at 12.00pm (local time) by the Internal Tenders Board of the Public Contracts Regulatory Agency, in the presence of bidders or their duly authorised representatives, in possession of proof of identification.

From the required documents of the administrative file shall be submitted in their original form or as copies, as true by the issuer, replacement or the competent administrative authority, in accordance with the provisions outlined in the Special Regulations on the invitation to tender. These documents must remain valid until the original bid submission deadline.

Should the bidder be absent or not authorised to attend the opening session, the administrative file at the time of bid opening shall be considered signed by the bidder, except in the case of a request to provide or replace the document in question.

17. CRITERIA FOR EVALUATING THE BIDS

17.1. Selection criteria:

- Technical criteria are as follows:
 - Technical: after 48 hours following the bid opening session, a document of the administrative file shall be non-compliant or missing when the bids were opened;
 - Financial: fraudulent operations or manipulation of documents;
 - Bid bond stamped at the time in force alongside the CDEC deposit receipt at the opening of the bids;
 - Failure to place the sworn statement, or, failing that, to tender a public contract in Cameroon in the last year;
 - Absence of documents and accountancy records of the proposed equipment, specifying the brand;
 - Failure to comply with at least nine out of ten essential criteria;
 - Unquantified unit price in the unit price schedule;

- attached sub-detail of unit price;
- attached and signed integrity certificate;
- attached manufacturer's authorization;
- failure to comply with the qualifications and experience of the works supervisor (namely, a design engineer specializing in electrical engineering, electrotechnology or renewable energies, registered with their professional association, with at least three (3) years' experience in electrical installation work and five (5) years' activity);
- attached and signed declaration of social and environmental commitment;
- Attached training program CEF-recognized;
- Failure to comply with a technical specification relating to the quality of the equipment proposed;

15.2 Selection

All bids will be evaluated using a binary scoring system, based on the essential criteria outlined in the tender. These essential criteria relate to the following elements:

- Completion of the bid;
- Turnover for the last three (3) years exceeding CFAF 100,000,000, including taxes (attach supporting documents, according to the balance sheet or statistical and tax declaration);
- References for the company;
- Qualification and experience;
- Technology, schedule and delivery time;
- After-sales service;
- Capacity;
- Financial capacity $\geq$ seventy-five million (75,000,000) CFA francs;
- Acceptance of the terms and conditions of the contract*

Bidders that have obtained a score of five for the essential criteria following the technical evaluation will be considered for the next stage of the procedure.

The Project Owner, or the Delegated Project Owner, shall award the contract to the bidder who has submitted a bid that fulfils the required technical and financial qualification criteria, and whose bid is deemed to be the most advantageous.

15.3 Period of Validity

The bidder remains bound by its bid for ninety (90) days from the date of submission of the said bids.

15.4 Reporting corruption and bad practices

In the event of corrupt or bad practices, contact CONAC at 1517 or the Authority in charge of Public Contracts (MINIS) via email at info@conac.ci or phone at: (+237) 022 26 67 21 and 699 37 07 48, ARMP at (+237) 696 270 785.

19- ADDITIONAL INFORMATION

Additional information may be obtained during working hours at the Public Contracts Regulatory Agency (Contracts Service), located on the 4th floor of the head office building (room 6039), following publication of this notice.

Yaoundé, 11 JUL 2023

COPIES:

- Authority in charge of Public Contracts (WINMAP)
- ARMP
- TB Chairperson/ARMP
- Board/File

THE DIRECTOR GENERAL OF THE PUBLIC
CONTRACTS REGULATORY AGENCY



The image shows a circular official stamp of the Public Contracts Regulatory Agency. The text around the perimeter of the stamp includes "AGENCE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS" and "MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU DEVELOPPEMENT". In the center of the stamp, there is a signature in cursive script that reads "Joseph Ngo".